

CHOISIR POUR AGIR

Depuis déjà plus de trente ans se sont manifestées des craintes dans le domaine de la consommation qui ont poussé à la création d'organisations de consommateurs afin de protéger le pouvoir d'achat et la qualité des produits. Pendant longtemps ces organisations ont surtout veillé à la transparence de la concurrence et des ventes, à la qualité de la fabrication, à la clarté de l'étiquetage. Elles ont poussé les consommateurs à rechercher la qualité sanitaire, à repérer les publicités mensongères, à choisir les meilleurs produits au meilleur prix.

Elles ont aussi ferraillé avec les fabricants pour obtenir de meilleures informations ou pour faire interdire des produits dangereux ou suspects. Leur action a amené les pouvoirs publics et le législateur à promulguer des lois de protection des consommateurs, à édicter des normes de qualité et à organiser la concurrence.

Cependant l'objectif premier de ces instances est d'abord la défense du consommateur face aux producteurs et aux vendeurs, dans le cadre d'une concurrence réglementée.

Or, depuis quelques temps, et spécialement, depuis quelques mois, une forme nouvelle de consumérisme se fait jour qui, à travers la protection du consommateur, vise un objectif plus large : introduire dans la production et dans la vente, c'est-à-dire dans la vie économique des règles d'éthique qui cherchent à replacer l'homme comme centre de l'activité. En ce sens ces formes d'action s'inscrivent naturellement dans un cadre politique visant à réglementer le marché et introduire dans l'économie des références éthiques qui contrebalanceraient les seules règles du marché.

Les manifestations de Seattle, prenant pour cible et, donc, pour symbole l'O.M.C. en sont la manifestation la plus visible et la plus spectaculaire.

Par ailleurs, depuis la même période, des organisations de solidarité internationale agissent pour favoriser l'émergence d'un commerce équitable permettant aux petits artisans, paysans et coopérateurs de pays du sud de pouvoir exporter leurs produits bénéficiant ainsi de revenus et pouvant accéder à une certaine forme de développement. A l'inverse, ces mêmes associations ou d'autres se battent pour éviter que des sociétés américaines ou européennes ne fassent fabriquer à moindre coût, parfois par des enfants ou des prisonniers politiques des objets de grande consommation. Elles ont obtenu une certaine réglementation dans ce domaine et on fait signer à certaines grandes surface ou marchands d'articles de sport un engagement à veiller sur la qualité éthique et sur les conditions de fabrication des produits qu'ils vendent. (ex.: la campagne: "L'éthique sur l'étiquette")

On a vu à l'occasion de la réunion de l'O.M.C., ces diverses organisations de consommateurs ou de solidarité internationale joindre leurs efforts pour réagir contre une mondialisation exclusivement régie par les lois du marché.

Or, dans un autre domaine, celui des placements financiers, nous assistons à un phénomène semblable.

Depuis plus de quinze ans se sont développées, en France, et depuis plus longtemps aux Etats-Unis, des initiatives de souscripteurs de placements financiers qui, à l'image des consommateurs, refusent de voir figurer dans leur portefeuille des valeurs de sociétés dont la production ou le comportement social, environnemental ou commercial seraient en désaccord avec les valeurs éthiques qui sont les leurs.

Que ce soit sous la forme de placements de partage avec don d'une partie du revenu ou de placements solidaires dans des opérateurs financiers finançant des chômeurs ou de petites entreprises locales ou favorisant le logement social se sont créés des systèmes de placements ou d'investissements nombreux et variés.

D'autre part, émergent, peu à peu, des Fonds communs de placement ou des SICAV "éthiques" dont le contenu du portefeuille est filtré pour refuser les actions et les obligations d'entreprises dont le comportement social ou environnemental est considéré comme contraire à la morale que ce soit par des licenciements abusifs, des plans sociaux cyniques, des atteintes à l'environnement ou encore l'exploitation des pays en développement.

L'objectif de ces initiatives vise à faire respecter des choix éthiques en proposant des produits financiers différents et des modes de financement dont la recherche du profit n'est pas le seul moteur. En introduisant à côté ou en opposition avec la gestion financière classique, des références nouvelles et conformes à la morale des souscripteurs, on introduit une rupture dans l'orthodoxie financière du profit maximum.

Mais là aussi, une évolution se fait jour qui amène ces épargnants à prendre conscience que leur épargne est une arme et qu'elle peut jouer efficacement pour infléchir les politiques des sociétés dont ils sont actionnaires.

On passe ainsi tout naturellement d'un simple respect des convictions d'épargnants soucieux de préserver dans leur placement leur conception morale à une volonté d'agir autant que possible sur l'orientation économique. Nous sommes loin encore des grandes organisations américaines qui ont créé des mécanismes complexes de placements éthiques pour ceux qui informés par des publications sur les entreprises où on peut ou investir ou désinvestir en fonction de leur comportement, désirent trouver des produits financiers adaptés à leurs convictions et susceptibles de sanctionner des errements, pour eux, inacceptables.

Comme les consommateurs, ces épargnants ont compris que dans notre société de marché où les régulations nécessaires ne sont pas encore établies, l'épargne et la consommation sont deux armes à la portée de chacun.

En effet, une entreprise peut se passer de matériel (il existe déjà des "entreprises virtuelles"), elle peut réduire son personnel, ou même s'en passer, mais elle ne pourra jamais se priver ni de capital, ni de marché.

Or, le capital est apporté par les épargnants, et le marché par les consommateurs.

De plus, même si tous les consommateurs ne sont pas des épargnants, tous les épargnants sont des consommateurs, il existe encore une différence de comportement entre les uns et les autres dans leur rôle respectif. Tel, qui milite dans des organismes de consommateurs, néglige de vérifier le contenu du portefeuille de la SICAV où il a placé ses économies et tel autre qui veille sur la "pureté" de ses placements financiers, ne se soucie pas de la provenance ou de la qualité des produits qu'il consomme.

Or, choisir d'épargner et de consommer en fonction de critères éthiques est une action essentiellement politique dont l'objectif final n'est pas seulement de mettre la conscience en paix, mais de chercher à infléchir l'orientation de des producteurs et des vendeurs pour qu'ils introduisent dans leur activité des comportements plus respectueux des hommes et de la nature. Il s'agit de sanctionner en refusant d'acheter ou en refusant d'investir ou en décidant de revendre ses actions.

L'exemple de Fonds de placement qui pratiquent ces méthodes montre que la direction des entreprises est naturellement sensible à des menaces de retrait d'actionnaires important par leur volume d'actions ou par leur poids moral.

Nul ne change que sous la contrainte ou la conversion. On peut penser que le jeu naturel du marché pousse plus les entreprises à changer par contrainte que par conversion. Les épargnants en plaçant leur argent à bon escient et en s'organisant pour être informé sur les modes de gestion les types d'investissements, le respect des salariés et du droit peuvent s'ils sont nombreux, organisés et compétents agir efficacement.

Demander à son banquier le contenu du portefeuille de la SICAV où l'on a placé son argent et réclamer d'autres produits plus éthiques est une démarche citoyenne et finalement politique.

Refuser d'acheter le produit d'une société qui ne respecte pas le droit du travail et qui pollue indûment les plages ou l'air est aussi une démarche citoyenne et politique.

On voit bien que les deux mouvements sont convergents, même si, pour l'instant, ils restent séparés parce que d'origine différente. On voit bien aussi ce qu'ils ont de commun et de quelle force ils disposeraient s'ils se rencontraient et décidaient d'agir en concertation.

De leur rencontre, pourrait naître un pouvoir nouveau et original qui redonnerait aux particuliers, c'est à dire aux citoyens une capacité de choix dans l'usage de leur argent, comme épargnants et comme consommateurs.

Déjà se mettent en place des organismes qui visent à informer sur la qualité éthique des placements financiers, reste à constituer un regroupement des épargnants "éthiques" qui, comme les associations d'actionnaires qui défendent leurs intérêts financiers, défendrait l'intérêt éthique des ses membres.

Déjà, sensibles à l'air du temps, des banques ou des intermédiaires financiers proposent des placements de cette nature, mais un grand pas reste à faire pour que cette action dépasse les seuls soucis particuliers et devienne un mouvement plus citoyen, donc plus politique.

Réunir ceux qui, par éthique, choisissent de consommer autrement et ceux qui pour la même raison, décident d'épargner autrement donnerait à la société civile un moyen actif d'intervention dans la vie économique qu'elle n'a pas actuellement. Cela amènerait sans doute les pouvoirs publics français mais surtout européens à mettre en place les outils de régulations qui conviennent à notre époque tant il s'agit moins de rechercher les solutions dans le passé que d'utiliser les moyens considérables que la technologie nous fournit.